

**Zeitschrift:** Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

**Herausgeber:** Société de communication de l'habitat social

**Band:** 72 (2000)

**Heft:** 3

**Artikel:** Naissance et destin d'un oxymore

**Autor:** Girardin, Fabienne

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-129792>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 03.12.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# NAISSANCE ET DESTIN D'UN OXYMORE\*

# S

**i le terme "développement durable" est récent, la préoccupation qu'il traduit - répondre aux besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures - est ancienne. Cependant, la nécessité de donner un nom, une existence politique à cette inquiétude s'est fait sentir suite aux méfaits de l'industrialisation et de la mondialisation: pollution, pauvreté endémique - dans les pays du Sud surtout - raréfaction des ressources naturelles. Bref historique, des civilisations anciennes au Sommet de la Terre à Rio.**

" Nous n'héritons pas cette terre de nos pères, nous l'empruntons à nos enfants ", dit un vieux proverbe africain, prouvant par là avec élégance que si le terme est récent, la notion même de développement durable l'est moins. Sans oublier l'ancienne sagesse des Indiens d'Amérique du Nord qui veut qu'avant de se lancer dans un projet, il faut songer à ses conséquences pour les sept générations à venir.

En Occident, il faudra attendre l'économiste britannique Thomas Robert Malthus et son " Essai sur le principe de la population ", publié en 1798, à l'aube de la première révolution industrielle, pour trouver une véritable réflexion théorique sur la durabilité du cadre environnemental (c'est-à-dire de sa capacité à se maintenir en dépit des activités humaines). Sociologue et pionnier de la démographie moderne, Malthus tente de démontrer que la population anglaise se multipliant plus rapidement que les ressources dont elle dispose, elle

est vouée à la pauvreté. Pour lutter contre cette fatalité, une seule solution: limiter volontairement le nombre des naissances par le mariage tardif et l'abstinence.

Le temps semble lui avoir donné raison, au niveau planétaire du moins. Deux siècles plus tard, la croissance démographique est exponentielle, les besoins de l'homme en ressources naturelles ont explosé et la question de la survie de la planète préoccupe aussi bien les philosophes que les hommes et femmes politiques, les organisations gouvernementales que les ONG.

Entre-temps, il y a eu deux révolutions industrielles, avec tout ce qu'elles impliquent en termes de surexploitation des ressources naturelles, de pollution, de disparités Nord-Sud, notamment. Les années cinquante voient naître les revendications d'indépendance des pays colonisés, et les années soixante, décoller la croissance: l'Occident prône son modèle comme étant le seul valable. La foi dans le " progrès " est à son apo-

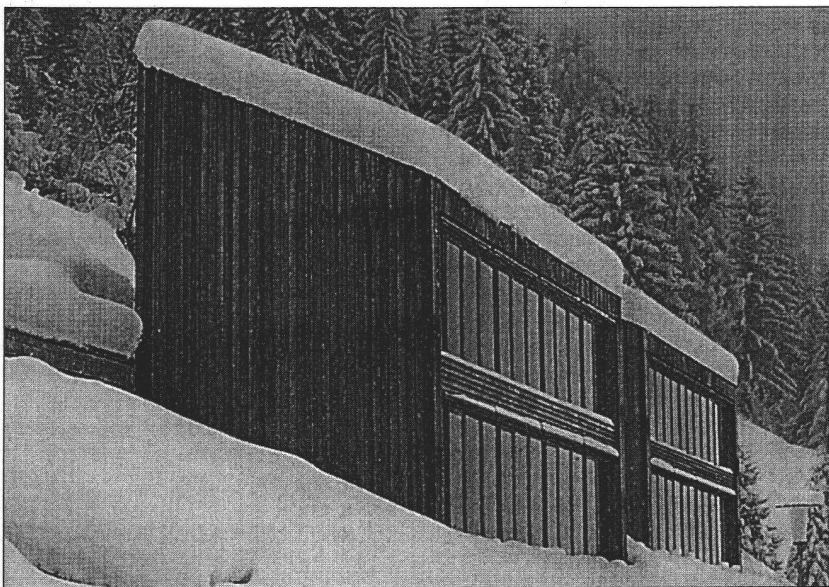
gée. On le croit à même de résoudre tous les problèmes sociaux, économiques et politiques.

Au début des années septante, l'Occident, atterré, assiste à deux crises successives du pétrole et prend conscience brutalement des limites des ressources de la Terre. C'est également à cette époque que la pollution - la quantité de déchets rejetés par le cycle industriel dans la nature - commence à préoccuper les esprits. Sont alors institués les premiers ministères de l'environnement.

En 1972, a lieu à Stockholm la première Conférence mondiale sur l'environnement humain. Sa conclusion? Il s'agit de prendre en compte les lois de la nature dans le développement économique, de concilier développement et environnement.

La même année, le Club de Rome - fondé à la fin des années 60 par un industriel italien, Aurelio Peccei, et composé de personnalités internationales des domaines scientifique, politique et des af-

*Maison autonome en énergie de chauffage, source «Savoir construire écologique et économique», Werd Verlag*



fares - publie " Halte à la croissance ", dit Rapport Meadows, soulignant les limites de la croissance mondiale. Selon ce rapport, la croissance exponentielle de la population et des niveaux de vie butera à terme sur la rareté des ressources naturelles.

C'est à cette époque que naît le concept d'écodéveloppement, précurseur du développement durable. Mais il s'agit surtout alors de préoccupations économiques se focalisant sur la gestion des ressources naturelles non renouvelables, qu'il faut exploiter de manière à ce que l'effet sur les réserves puisse être compensé par le progrès technique.

Dans les années 80, la sauvegarde de l'énergie s'étend à la protection de l'environnement (éviter de nuire à la nature, de polluer, lutter contre la dégradation du sol, éviter la détérioration du climat). C'est en 1979 que le terme de développement durable est utilisé pour la première fois lors d'un séminaire organisé par les Nations-Unies. Il réapparaît une année plus tard dans " Stratégie mondiale de la Conservation " (World Conservation Strategy), une étude menée conjointement par l'UICN, le WWF et le programme de l'ONU pour l'environnement (PNUD).

Il est à noter que le rapport original en anglais parle de " sustainable development ", et que la traduction française publiée au Québec dit littéralement " développement soutenable ". Ce n'est que plus tard que s'imposera l'adjectif " durable ".

En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies constitue, en un organisme indépendant, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. La commission est composée de spécialistes de l'environnement de divers pays, dont le Canadien Maurice Strong, ancien secrétaire général de la Conférence sur l'environnement humain de Stockholm. La présidence en est confiée à Madame Gro Harlem Brundtland, docteur en médecine, ancien ministre de l'environnement et Premier ministre de la Norvège.

Le mandat de la commission est de réexaminer les grands problèmes planétaires de l'environnement et du développement, de formuler des propositions réalistes pour les résoudre et d'assurer que le progrès de l'humanité

sera maintenu par un développement qui ne mette pas en danger les ressources des générations à venir.

Et c'est en 1988 que sera publié le rapport Brundtland, intitulé "Notre avenir à tous". Outre de rallier les préoccupations en matière d'environnement et d'économie, il met en évidence l'écart grandissant entre les pays riches et les pays pauvres et souligne l'interdépendance des crises. "Il faut reconnaître à ce document le mérite d'avoir produit un inventaire quasi exhaustif des problèmes qui menacent l'équilibre écologique de la planète. Déforestation, dégradation des sols, effet de serre, élargissement de la couche d'ozone, démographie, chaîne alimentaire, approvisionnement en eau, énergie, urbanisation, extinction des espèces animales, surarmement, protection des océans et de l'espace: rien n'a échappé à la commission", écrit Gilbert Rist dans *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale* (Presses de science po, Genève, 1996).

Sur la base du développement durable, tel qu'il a été abordé dans "Notre avenir à tous", l'assemblée générale des Nations Unies convoque la Conférence des Nations Unies pour l'environnement et le développement, qui se tiendra à Rio de Janeiro du 3 au 4 juin 1992. Ce Sommet de la Terre réunit plus d'une centaine de chefs d'Etat, des milliers de délé-

gués en provenance de tous les pays du monde, 1400 ONG et 8000 journalistes.

Maurice Strong, le grand ordonnateur de la Conférence de Stockholm, est chargé d'organiser l'événement. La conférence de Rio adopte un vaste programme, l'Agenda 21 (voir encadré), qui réunit une vingtaine de problématiques essentielles pour le XXI<sup>e</sup> siècle, avec deux priorités: nécessité d'accorder la préséance aux besoins des plus démunis et respecter la capacité de l'environnement de répondre aux besoins de l'homme.

A Rio, les dimensions économiques, sociales, politiques et culturelles viennent s'ajouter aux dimensions écologiques et climatiques dans la notion de développement durable. Le Sommet de la Terre ne rencontre pas le succès escompté. Les pays du Nord, les Etats-Unis surtout, opposent leur veto à toute solution susceptible de remettre en question le nouvel ordre mondial.

Depuis, le " développement durable " se mange à toutes les sauces: au niveau local, régional, national, pas une instance politique, un gouvernement qui n'ait son agenda 21. Et il a encore de beaux jours devant lui.

*Fabienne Girardin*

\* : voir page 12

### L'agenda 21, résolutions pour le XXI<sup>e</sup> siècle

**Combattre la pauvreté**  
**Changer le comportement des consommateurs**  
**Limiter la croissance démographique**  
**Garantir la santé des populations**  
**Promouvoir les villes durables**  
**Protéger l'atmosphère**  
**Préserver les ressources non renouvelables**  
**Lutter contre la déforestation**  
**Lutter contre la sécheresse et la désertification**  
**Assurer un développement durable des régions de montagne**  
**Promouvoir une agriculture durable**  
**Garantir la biodiversité**  
**Protéger les océans**  
**Préserver les réserves d'eau douce**  
**Utiliser les toxiques de manière sûre**  
**Gérer les déchets et les eaux usées**  
**Permettre un développement des femmes et des enfants**  
**Protéger les travailleurs**  
**Orienter l'économie vers le développement durable**  
**Favoriser la recherche sur le développement durable**